

Traduction

Notes d'une allocution prononcée par le
Gouverneur de la Banque du Canada, M. J.E. Coyne,
au congrès annuel de la "Business Paper Editors
Association", à Ottawa, le 17 janvier 1961.

Je comprends que le thème principal de votre congrès annuel porte sur le "Dilemme de l'importation au Canada". En le choisissant, vous avez abordé l'un des problèmes les plus importants et les plus pressants du jour. Sans aucun doute, divers autres orateurs vous communiqueront leur interprétation personnelle de ce thème. En ce qui me concerne, le problème de l'importation au Canada peut être défini très simplement de la façon suivante: nous importons trop par rapport à notre volume d'exportation.

Compte tenu de l'exportation et de l'importation de marchandises, notre balance des paiements internationaux dépend aussi de plusieurs autres catégories de paiements et de remises qui sont de toute première importance et où se trouvent par exemple les dépenses qui relèvent du tourisme et les remises personnelles de divers genres, la rémunération des travaux de recherche et technologiques et des services commerciaux que les Canadiens vont se procurer à l'étranger plutôt que chez nous, sans oublier les paiements d'intérêt et les dividendes se rattachant aux placements étrangers faits au pays. A même cette catégorie d'exportation et d'importation dite "invisible", nos paiements annuels excèdent actuellement nos revenus de plus d'un milliards de dollars par an, et la somme nette des paiements augmentera presque sûrement au cours des années à venir. Le volume des paiements de dividendes pourra facilement

doubler à l'avenir si l'on considère simplement le montant des placements étrangers actuels dans l'industrie canadienne, sans tenir compte des placements additionnels que l'étranger pourra faire à l'avenir dans cette industrie.

Une simple comparaison entre notre exportation et notre importation de marchandise ne suffit donc pas pour dépeindre avec précision le problème que représente pour nous la balance des paiements. En réalité, il faut déduire de la valeur de nos exportations le solde net - considérable et défavorable - des paiements courants que nous faisons autrement que pour de la marchandise; bon nombre de ces autres comptes sont fixes et inévitables et ils continuent à croître. Il faut ensuite comparer ce montant réduit, qui représente les recettes nettes de nos exportations, à la valeur de nos importations. Après avoir fait cette comparaison, il devient évident qu'en tant que nation nous avons importé biens et services au-delà de nos moyens et sur une haute échelle, depuis près de dix ans. De toute évidence, si nous voulons équilibrer notre situation sur le plan international et arrêter l'accroissement de notre dette à l'étranger, nous devons soit augmenter l'exportation canadienne afin qu'elle dépasse notre importation, ou bien alors diminuer cette importation dans la mesure où il nous est impossible d'accroître notre exportation.

On peut aussi aborder le problème d'une autre façon afin de lui donner plus de relief et de découvrir quelques moyens de le résoudre. Présenté de cette autre façon, le problème se résume à ceci: nous avons essayé d'obtenir de nouveaux placements en biens "physiques" de tous genres qui dépassent de beaucoup la nouvelle épargne réalisée par les particuliers, les maisons d'affaires

et les gouvernements du Canada. Cette tendance à placer plus d'argent qu'il ne s'en trouve dans l'épargne domestique et à effectuer ces placements sous des formes "physiques", a mené à l'excédent de l'importation sur l'exportation que je viens de mentionner. Financièrement parlant, nous avons fait énormément de placements en utilisant l'épargne des non-résidents, et ces placements excèdent tout ce qui s'est vu jusqu'ici au sein de pays ayant dépassé le stage colonial ou celui de pays très sous-développé. En 1956 et 1957, nous avons utilisé cette épargne étrangère (à la suite du fort excédent de l'importation sur l'exportation qui l'a rendue possible) et atteint un niveau de nouveaux placements en biens physiques de tous genres bien supérieur à celui qu'aurait pu nous procurer la nouvelle épargne réalisée par les particuliers, les maisons d'affaires et les gouvernements du Canada. En 1958, 1959 et 1960, nous avons continué à employer presque autant d'épargne étrangère en regard d'un programme de placements un peu moins étendu, tandis que partie de notre capacité de rendement, de revenu et d'épargne au Canada restait inutilisée.

En tentant d'apprécier le niveau des nouveaux placements "physiques" au Canada en regard du niveau de notre nouvelle épargne, il est intéressant de comparer notre situation à celle des Etats-Unis. Ce dernier pays compte sans contredit le revenu individuel le plus élevé au monde (revenu de beaucoup supérieur au nôtre); en conséquence, le revenu de l'Américain dépasse fortement ses besoins ordinaires et son épargne s'en trouve facilitée d'autant; au fait, ce revenu élevé s'ajoute à son capital et lui permet de perfectionner sa technologie à un rythme généralement considéré très avancé. On s'étonnera

peut-être d'apprendre que, malgré un revenu individuel beaucoup moins élevé, l'économie canadienne réussit en général chaque année à épargner sur son Produit national brut une part sensiblement plus forte que celle constatée aux Etats-Unis. En moyenne, depuis cinq ans, la proportion de cette épargne a excédé 22% au Canada, à comparer avec moins de 19% aux Etats-Unis. Comme tous le savent, il faut beaucoup plus d'efforts et de sacrifices pour épargner davantage sur un revenu moindre.

Par ailleurs les Etats-Unis, malgré leur épargne proportionnellement moins élevée, ont pu fournir de forts capitaux au reste du monde tandis que le Canada, avec son épargne proportionnellement plus élevée, a emprunté à l'étranger. Au Canada, le placement dit "physique" dans de nouveaux moyens de production, les immobilisations de nature "sociale" en logements, hôpitaux, écoles et routes et autres genres de placements effectués par les gouvernements, ont égalé environ 26% de notre Produit national brut depuis cinq ans, à comparer avec 18% aux Etats-Unis.

Ceci ne signifie pas que nous avons réussi à augmenter le volume physique de notre Produit national brut ici plus qu'aux Etats-Unis, sauf peut-être dans une très légère proportion. Répartie par tête, l'augmentation de notre production nationale depuis 5 ou 10 ans, a été moindre que celle des Etats-Unis. Il est évident que le rythme supérieur de l'immobilisation des capitaux au Canada n'a pas occasionné un rythme de production supérieur, et c'est sur ce rythme de production que reposent nos normes d'existence. Apparemment, nous n'avons pas suscité, comme nous l'aurions pu, une croissance générale, soutenue et bien

équilibrée. L'aggravation persistante du chômage depuis quelques années---fait qui ne peut être nié même en tenant compte des écarts saisonniers et cycliques--- indique également que l'évolution de l'économie canadienne manque d'équilibre depuis quelque temps et qu'elle a été mal orientée à certains égards. Le paradoxe de ce haut niveau de chômage à un moment où l'importation excède fortement l'exportation ne constitue pas un phénomène banal ou passager, mais il semble plutôt résulter de défauts fondamentaux qui vont toujours en s'aggravant depuis plusieurs années.

Le très gros écart entre le haut niveau de l'épargne canadienne et celui encore plus élevé du placement financier (que ce dernier réussisse ou non) a occasionné au Canada une croissance marquée de notre dette étrangère, aussi bien en obligations fixes payables en argent que sous la forme d'une emprise étrangère sur nos ressources et nos entreprises.

Une partie des capitaux étrangers placés dans nos ressources et nos entreprises ont été la cause plutôt que la conséquence de l'ascension rapide et inégale notée dans nos moyens de production et dans notre déficit au compte des paiements internationaux. L'entrée de fonds étrangers, tant pour exploiter nos ressources que pour assurer le contrôle des entreprises canadiennes, et les emprunts faits subséquemment à l'étranger par les provinces, les municipalités et les corporations du Canada, ont réussi, puisque notre taux du change reste libre de fluctuer, à maintenir le dollar canadien à un niveau si élevé que l'exportation s'en est trouvée entravée et l'importation encouragée, tandis que notre dette à l'étranger continuait de croître.

On se souviendra que notre dette étrangère diminua durant la seconde guerre mondiale, particulièrement à la suite du rapatriement de titres du Gouvernement du Canada, d'obligations des chemins de fer et de quelques autres valeurs détenues dans le Royaume-Uni, mais cette même dette a augmenté énormément depuis la guerre et une hausse notable s'est produite aussi dans le nombre des ressources et des industries canadiennes qui sont devenues la propriété de sociétés américaines ou qui sont passées sous leur contrôle. Notre histoire est très différente de celle des Etats-Unis à cet égard. Dès que ce dernier pays eût dépassé le stage colonial, et surtout après les débuts de sa construction ferroviaire---financée jusqu'à un certain point par le Royaume-Uni---l'expansion économique des Etats-Unis a très peu dépendu de l'entrée de capitaux étrangers. La quantité des prêts et des placements faits par des étrangers ne fut jamais considérable en regard des capitaux domestiques investis aux Etats-Unis, ni en regard du Produit national brut ou de la balance des paiements internationaux de ce pays. Et surtout aucun contrôle étranger important n'a joué sur l'exploitation des ressources ou sur l'évolution industrielle des Etats-Unis. Tout au cours de leur histoire, les Américains, comme il se devait, n'ont jamais cessé de se préoccuper du progrès de leur nation. Ils ont affirmé leur indépendance et leur souveraineté nationale en développant leur propre économie de l'Atlantique au Pacifique, faisant en sorte que la propriété, l'administration et le contrôle des intérêts américains soient toujours entre les mains d'Américains et à l'avantage du peuple américain.

Au Canada, notre aptitude à satisfaire une dette étrangère de proportion

anormale s'est laissée dépasser par l'augmentation constante de cette dette. Seul un effort concerté sérieux et vigoureux nous permettra de régler cet écart. Tous rapprochements faits entre l'augmentation de notre dette nationale et la croissance de notre Produit national brut sont inutiles à ce point de vue. Une hausse du Produit national brut ne suffit pas à augmenter la facilité d'une nation à rencontrer et à rembourser ses obligations envers l'étranger. Cette facilité n'augmentera qu'en autant que la hausse du Produit national brut revêtira la forme de biens et de services qui trouveront un meilleur débouché à l'étranger, ou qui seront susceptibles de remplacer sur le marché domestique des biens et services jusque là importés.

Au Canada, depuis dix ans, nous avons assisté à une course un peu échevelée durant laquelle on a tenté de faire trop en trop peu de temps, et cela dans plusieurs domaines importants. En conséquence, certaines industries sont devenues trop actives, certaines de nos ressources ont été gaspillées et la croissance et le progrès d'autres industries en ont souffert parce qu'elles ne pouvaient faire concurrence aux établissements qui avaient plus facilement accès à d'abondantes sources de capitaux étrangers, ou parce qu'elles ne pouvaient affronter la hausse des frais résultant d'une expansion trop rapide chez certaines entreprises, dont la plupart appartenaient à l'étranger, et d'un essor subséquent dans la construction. De plus, l'atmosphère fiévreuse créée par une croissance trop hâtive, l'excitation causée par de gros travaux commandités par d'imposantes sociétés étrangères, et l'apparition fréquente de bénéfices faciles offerts aux filiales canadiennes (bénéfices payés en réalité à même les emprunts

à l'étranger), ont mené à bien des conséquences néfastes qui furent surtout d'un caractère psychologique. Qu'on me permette d'affirmer que tout cela n'est pas sain pour le Canada et que ce pays ne connaîtra ni réussite ni prospérité s'il ne se résout à agir indépendamment de l'étranger, à appuyer son progrès de sa propre épargne et à éviter de croître économiquement plus vite que ses capacités ne le permettent.

D'aucuns cherchent à expliquer les très forts placements en biens "physiques" de la dernière décennie en prétextant qu'ils étaient nécessaires au maintien du plein emploi. En réalité, il n'y a pas de rapport ordinairement entre l'immobilisation des capitaux et l'emploi. On peut conserver le plein emploi même quand l'immobilisation et l'épargne varient sensiblement, et l'histoire de plusieurs pays est là pour le prouver. Il est même possible de voir une immobilisation excessive ou une tentative d'immobilisation nuire à l'obtention d'un plein emploi qui soit stable, équilibré et constant, et je crois que le chômage si marqué qui existe au Canada actuellement prouve cela en partie.

Contrairement à ce qu'avancent certains pessimistes, il n'est pas nécessaire que nos avoirs "physiques" et productifs s'accroissent pour que nous obtenions le plein emploi et que nous réussissions à le maintenir. Une expansion économique saine et soutenue est importante parce qu'elle améliore constamment nos normes d'existence. C'est pourquoi nous devons croître dans une juste mesure---non pas avec de petites périodes d'expansion suivies de retraits économiques et de chômage, et non pas au moyen de progrès qui se limitent à certaines

industries tandis que d'autres languissent, ou à certaines régions tandis que d'autres traînent en arrière---mais nous devons croître régulièrement, sûrement, et totalement, en englobant une grande variété d'industries dans toutes les parties du pays. Nous pouvons arriver à ce résultat---quoi qu'en disent les pessimistes---sans avoir à dépendre des autres pays pour de fortes importations de capitaux tous les ans. A mon avis, aucune raison ne nous empêche de doubler notre rendement "physique" d'ici vingt ans et d'augmenter de moitié ou davantage le revenu réel moyen de chaque famille canadienne. Cette augmentation pourrait suivre une hausse moyenne annuelle de 3 1/2% dans le rendement réel, hausse qu'il nous est possible de réaliser sans faire appel aux ressources de l'étranger.

J'ai mentionné plus haut que l'économie canadienne, dans son ensemble, accuse l'un des plus hauts niveaux d'épargne au monde, niveau beaucoup plus élevé que celui constaté dans l'économie des Etats-Unis. Pour certains motifs qui méritent peut-être d'être étudiés plus avant, ce haut niveau d'épargne effectuées par les corporations, tant sous la forme de fortes allocations pour dépréciation---bien supérieures au taux fixé pour dépréciation physique, épuisement ou désuétude--- que sous forme de recettes maintenues. Par ailleurs, l'épargne personnelle des Canadiens, soit qu'elle consiste en cette partie du revenu qui subsiste après l'impôt ou qu'elle soit considérée en rapport avec la production annuelle totale, a été moins élevée ici qu'aux Etats-Unis. Tout programme destiné à nous dispenser d'une importation de l'épargne étrangère devrait inclure le moyen d'augmenter notre épargne nationale et devrait particulièrement indiquer à chaque Canadien la façon d'aider à cet accroissement par son épargne personnelle. Par

contre, si les corporations épargnaient moins à cause d'une augmentation dans leurs paiements de dividendes cela pourrait être avantageux à d'autres égards: les Canadiens seraient plus portés à placer leur argent dans nos corporations si les dividendes augmentaient.

L'encouragement de l'épargne et du progrès économique au Canada et la création de conditions qui pourront mener non seulement à une expansion financée par notre propre épargne mais aussi au plein emploi sans inflation, constituent un problème complexe. Nos difficultés émanent de diverses causes et c'est sans doute en combinant plusieurs plans d'attaque que nous trouverons la meilleure solution. N'oublions pas toutefois qu'il n'existe pas de solution facile, qu'aucune méthode ne peut se passer d'efforts et de réflexion, et qu'il faut adapter certains concepts anciens aux conditions de l'heure. Rappelons surtout que la croissance économique et le plein emploi ne sont pas paralysés par un pouvoir d'achat insuffisant au Canada mais bien par la fausse orientation d'un pouvoir d'achat considérable. Nous conserverons peut-être, comme ce fut le cas durant la dernière décennie, un niveau de dépenses, réelles ou projetées, supérieures à celui que peut supporter notre production nationale, à moins que des changements appropriés ne se produisent dans notre édifice économique. Si tous les intéressés ne font pas en sorte d'améliorer les cadres de la production au Canada, le haut niveau de la demande et du pouvoir d'achat maintiendra notre forte importation de marchandises et de services, ce qui n'aidera guère à l'emploi au Canada; et il faudra appuyer cette importation en contractant de nouvelles dettes à l'étranger, affaiblissant ainsi davantage notre propriété et notre contrôle au Canada.

Le grand problème a toujours été et reste celui de produire chez nous, aussi économiquement et efficacement que possible, le genre de biens dont nous avons besoin et que les Canadiens achètent à l'étranger en trop grande quantité; il faudra aussi prévoir l'avenir et modifier nos moyens de production d'après les changements qui se produisent inévitablement dans la demande domestique et étrangère au milieu d'un monde en évolution constante.

Le problème concerne donc tout autant la composition de notre expansion économique que la somme totale de cette expansion. Si l'augmentation de notre capacité de production totale n'est pas équilibrée et ne s'harmonise pas avec les changements dans la demande de biens et services, nous ne pourrons jouer un rôle efficace dans l'exportation ni faire concurrence aux produits importés sur le marché canadien. En conséquence, notre déficit au compte des paiements internationaux continuera à s'accroître et notre dette à l'étranger augmentera fortement tandis que le chômage ne cessera de rester élevé.

Quelles méthodes générales ou particulières peut-on recommander pour affronter ces questions et les résoudre? Je suis convaincu qu'aucun particulier, ni même aucun groupe d'individus, ne possède la solution intégrale. L'élimination des problèmes en cause ne se fera qu'au moyen de débats auxquels participeront des hommes bien renseignés, et plus il y aura de ces débats mieux cela vaudra.

Il existe cependant une idée maîtresse qui semble incontestable; des conditions ou des méthodes de nature inflationniste nuiront fortement à la découverte des solutions et pourront même les faire avorter complètement. Les marchés

inflationnistes n'encouragent pas la saine concurrence, l'initiative ou l'adaptabilité, autrement dit les qualités que nous recherchons. Bien au contraire. Ils donnent à l'existence de quelques-uns une facilité aussi fausse que transitoire, en faisant remettre à plus tard certaines mises au point qui finissent par s'accumuler au point de compromettre gravement tout l'édifice économique.

La menace d'une inflation accrue influe évidemment sur la politique monétaire et elle inquiète la banque centrale. Bien que les opérations de la Banque du Canada ne peuvent s'attarder sur les affaires d'un secteur ou d'une région économique en particulier, cette banque peut imposer des limites à l'accroissement des dépôts bancaires et de la monnaie et c'est ainsi qu'elle exerce son influence sur la situation financière. La Banque doit évidemment voir à ce que l'approvisionnement de monnaie augmente suffisamment au besoin pour encourager une saine croissance de l'économie. Mais même l'influence que la Banque peut exercer en faisant varier la disponibilité monétaire dépend de la rapidité avec laquelle les personnes qui possèdent cet argent le dépensent ou en disposent. La "vitesse de la circulation" échappe au contrôle de la banque centrale. Ce rythme peut varier énormément et peut facilement se déplacer dans un sens tout opposé à celui que suit l'approvisionnement monétaire.

Avec la meilleure volonté du monde, le travail quotidien qui consiste à déterminer la quantité de l'approvisionnement de monnaie tend naturellement à accorder le bénéfice du doute aux demandes d'expansion au lieu de se montrer inflexible. La banque centrale subit aussi des pressions diverses, qui s'expriment parfois d'une façon injurieuse; mais il arrive aussi qu'on préconise,

en termes aussi atténués que raisonnables, l'émission d'une quantité d'argent accrue, voyant en cela une solution apparemment facile au chômage ou à d'autres problèmes plus spécialisés. L'expansion périodique de la disponibilité monétaire dans presque tous les pays, et la hausse des prix qu'elle a occasionnée, témoignent éloquemment de l'existence de ces pressions, de cette tendance. Le rôle de la banque centrale consiste à peser le pour et le contre de façon aussi calme que possible, et lorsqu'elle rend ses décisions elle cherche à assurer la stabilité des prix non moins qu'une expansion économique aussi saine et durable que possible.

A l'occasion certaines personnes proposent deux autres choix peu recommandables, soit le plein emploi accompagné d'une période d'inflation, ou des prix stables avec chômage élevé. A leur avis, le pays doit choisir entre chômage et inflation. Aucun particulier tant soit peu responsable ne peut accepter ce genre de doctrine. Elle est fausse. Non seulement le plein emploi et des prix stables sont-ils compatibles, mais à la longue ils deviennent même inséparables.

En ce qui concerne l'expansion monétaire, le manque de demande réelle au Canada aujourd'hui n'est pas assez grave pour motiver un fort accroissement d'argent qui puisse avoir des effets salutaires sur l'emploi et la production. Le volume croissant de nos importations et l'excédent de nos dépenses à l'étranger sur les recettes réalisées dans ces pays, prouvent abondamment que nos ennuis ne viennent pas d'un manque de pouvoir d'achat mais du fait que ce pouvoir d'achat sert à encourager l'emploi à l'extérieur du pays plutôt que de donner du travail aux Canadiens. Lorsque la demande réelle a besoin d'être

stimulée par des mesures d'ordre monétaire---ou qu'une disponibilité accrue peut l'avantager---la banque centrale doit évidemment prendre les mesures qui s'imposent, mais il ne s'ensuit pas qu'une plus forte proportion de la demande réelle se trouve en aucun temps orientée vers des produits canadiens plutôt qu'étrangers. Compter que la banque centrale en arrivera à des résultats qui ne peuvent être obtenus par des mesures monétaires, c'est faire fausse route et gaspiller un temps précieux qui devrait plutôt être consacré à l'étude et à l'adoption d'autres mesures mieux appropriées aux problèmes en cause.

Une illusion facile, qui semble reposer sur une fidélité aveugle à des théories trop simples et sans étude approfondie des faits, consiste à croire que la banque centrale peut et doit susciter une forte expansion monétaire afin de faire baisser sensiblement le niveau des taux d'intérêt au Canada. J'ai affirmé dans le passé qu'une telle décision, prise par la banque centrale, ne répondrait pas aux conditions actuelles de l'économie canadienne et que, de plus, elle ne donnerait pas les résultats prévus par ceux qui la préconisent. Je ne puis mieux faire que citer la déclaration très succincte du nouveau président de La Banque Royale du Canada, M. W. E. McLaughlin, à l'assemblée générale des actionnaires de sa banque, le 12 janvier dernier:

"Au dire de quelques-uns, on pourrait facilement résoudre le dilemme en augmentant la disponibilité monétaire et en réduisant l'écart gênant entre l'intérêt canadien et l'intérêt américain. En réalité, le potentiel d'inflation qui accompagnerait une augmentation d'argent suffisante pour assurer le succès, même temporaire, d'une telle mesure aurait un effet si défavorable sur le marché

des obligations canadien que la réserve de fonds prêtables appuyée sur l'épargne s'en trouverait fortement réduite et le taux d'intérêt monterait encore plus haut qu'au début de cet essai".

Au cours des années récentes, la politique monétaire du Canada a donné lieu à des débats de plus en plus fréquents. La chose est excellente, bien qu'il soit déconcertant de constater la carence d'idées nouvelles et même de revision des anciens concepts. A cet égard, nous trouvons un grand contraste entre ce qui se passe au Canada, par rapport aux Etats-Unis et au Royaume-Uni où de nombreux milieux procèdent à du travail de recherche et à la découverte d'idées nouvelles. De nouvelles théories captivantes, de nouveaux aspects de la théorie monétaire ont vu le jour en Angleterre, aux Etats-Unis et ailleurs. Il devient de plus en plus évident, pour ceux qui abordent ce domaine avec un esprit ouvert, qu'il y a beaucoup à apprendre sur le fonctionnement du système financier et surtout sur la manière dont la politique monétaire travaille de concert avec l'activité économique d'un pays. Les résultats concrets des travaux d'une banque centrale peuvent souvent différer, à certains points de vue importants, de ce qu'ils sont censés être aux yeux du public. Pour ne mentionner qu'un sujet qui mérite d'être exploré, le fait que les opérations d'une banque centrale ne touchent directement que les banques commerciales faisant partie du système de réserve central, et qu'à certains moments l'activité accrue des autres institutions et agents financiers puisse avoir plus d'importance que celle des banques commerciales, soulève autant de questions susceptibles d'ébranler les théories établies. Quoi qu'il en soit, je crois à propos de recommander une étude

approfondie, pratique et objective des méthodes, des techniques et des travaux qui se rattachent à la monnaie canadienne, en concentrant cette étude sur la situation véritable et surtout sur les circonstances actuelles et les tendances de l'économie canadienne.

Afin de rendre cette étude et cette analyse plus faciles, la Banque du Canada s'efforce de publier autant de renseignements qu'elle le peut sur ses opérations, au cours de l'année et même de semaine en semaine. Les étudiants des pays étrangers nous affirment que les données essentielles requises par les analystes sont fournies en plus grande quantité et plus rapidement au Canada que partout ailleurs, et nous cherchons continuellement à progresser à cet égard.

Je cite sur ce point une phrase de l'ancien président de votre Association, feu Kenneth Wilson, que nous avons tous connus et admiré. "La lumière est le plus puissant des antiseptiques et le meilleur des policiers". Naturellement, il n'y a pas de pire aveugle que celui qui refuse de voir, mais je crois que la publication des faits connus, l'évolution des idées nouvelles et la mise à épreuve des anciennes au moyen de vigoureux débats, constituent la meilleure garantie d'une sage administration dans toute institution publique.